



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

BNP-Paribas

Question écrite n° 122292

Texte de la question

Mme Danièle Hoffman-Rispal interroge M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur l'absence de réaction de l'État après l'annonce par le Président directeur général du groupe BNP Paribas du licenciement de centaines d'employés alors que l'entreprise vient de connaître un nouveau trimestre de bénéfices - certes décevant - de près de 500 millions d'euros. Alors que le Gouvernement n'a cessé d'annoncer une "moralisation" de l'économie et alors que l'État est un actionnaire important du groupe BNP Paribas, elle lui demande pour quelles raisons, si le groupe est fragilisé, ce ne sont pas ses dirigeants qui consentent à un effort mais les employés licenciés et l'assurance chômage alors qu'une diminution de 25 % du salaire du PDG (qui s'élève à près de 2 millions annuels) permettrait de sauver plus de 30 emplois à 1 800 euros nets.

Données clés

Auteur : [Mme Danièle Hoffman-Rispal](#)

Circonscription : Paris (6^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 122292

Rubrique : Banques et établissements financiers

Ministère interrogé : Économie, finances et industrie

Ministère attributaire : Économie, finances et commerce extérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 22 novembre 2011, page 12154

Question retirée le : 19 juin 2012 (Fin de mandat)